La langue des services publics entre 1945 et 1960

Recherches sur les PTT du Bas-Rhin

The language question in public administrations between 1945 and 1960. The example of the postal services in the Bas-Rhin

Die Sprache in den öffentlichen Unternehmen von 1945 bis 1960. Analysen der Ämter der Post und der Telephongesellschaft des Départements Bas-Rhin

Harry Franz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/204>

DOI : 10.4000/alsace.204

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010

Pagination : 301-314

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Harry Franz, « La langue des services publics entre 1945 et 1960 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 136 | 2010, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/204> ; DOI : 10.4000/alsace.204

La langue des services publics entre 1945 et 1960

Recherches sur les PTT du Bas-Rhin

Avec le retour à la France en 1918, le droit local est maintenu, et, concernant la réglementation dans les PTT, « le passage d'un régime à l'autre comportait [...] une introduction partielle et limitée, par adaptation progressive, avec des tempéraments et des étapes¹ ». Cela valait aussi pour la langue utilisée par le service : nombre d'instructions, de notes et de circulaires sont traduites en allemand afin d'en faciliter la compréhension et la mise en œuvre.

L'annexion de 1940 est de toute autre nature : il s'agit de nazification et de germanisation forcées, que Hitler veut voir aboutir « en dix ans² ». La langue française est bannie, les ouvrages français sont mis au pilon. Son enseignement, même en tant que langue étrangère, est proscrit ; son usage est passible d'amende. Tout ce qui subsiste en français est éliminé ou remplacé par des termes allemands : noms de communes, de rues, jusqu'aux noms et prénoms à consonance francophone. L'occupant veut aussi interdire aux fonctionnaires de parler alsacien, en service ou dans leur vie privée.

Novembre 1944, le général Leclerc entre à Strasbourg, accomplissant le serment de Koufra, formulé trois ans plus tôt. Tandis que les combats se prolongent sur la rive gauche du Rhin jusqu'en mars 1945, l'administration française s'installe à Strasbourg. Le régime qui s'applique à l'Alsace est celui du retour à la réglementation en vigueur au 16 juin 1940. Cependant l'enseignement de l'allemand n'est pas reconduit dans les écoles élémentaires,

1. SCHEER (Lucien), *Le Régime des PTT en Alsace et en Lorraine avant et depuis le Traité de Versailles*, Paris, Sirey, 1932.

2. DREYFUS (François-Georges), *Histoire de l'Alsace*, Paris, Hachette, 1979.

et la législation sur la presse impose une place obligatoire au français, dans les titres d'une presse bilingue, très majoritairement rédigée en allemand.

Les PTT reprennent le service dès le 2 décembre 1944, alors que plus de 50 % de leurs bâtiments en Alsace-Lorraine sont détruits³.

Dans les premiers temps, l'encouragement à l'emploi du français est parfois bon enfant, quoique dérisoire : « il est chic de parler français ! » peut-on lire sur des affichettes apposées en ville. L'adhésion de la population à la France est d'autant plus forte qu'elle vient de subir quatre ans d'exactions nazies.

Dès sa première session de juillet 1946, le Conseil général du Bas-Rhin adopte un vœu demandant « le maintien du bilinguisme dans les administrations, compte tenu du fait que la population de plus de 45 ans ne possède pas le français pour s'exprimer convenablement. »

Car la plupart des Alsaciens parlent – souvent exclusivement – l'alsacien dans leur vie quotidienne. Ceci est encore vrai en 1945 et, dans les bureaux de Poste ou au service téléphonique, de nombreuses difficultés d'organisation apparaissent, des incidents se produisent, révélant la difficulté de respecter à la fois l'emploi de la langue officielle et de ménager les usagers qui, fréquemment, ne la comprennent pas ou imparfaitement.

La règle : la langue de l'administration est le français

Suite à une circulaire du préfet datée du 17 octobre 1945, le directeur des PTT du Bas-Rhin se prononce sans ambiguïté pour l'utilisation sans exclusive de la langue française.

« Dans une note récente, j'ai invité les agents des services à n'employer que la langue française dans les relations avec les usagers et dans l'exécution de leur service. Par mesure d'analogie, je tiens essentiellement à ce que les agents de la Direction n'utilisent que la langue française pendant leur service à la Direction (conversations entre collègues, avec les receveurs, avec les agents qui se présentent à la Direction pour obtenir des renseignements et avec les usagers). »

Le même mois, le préfet constate dans une note que :

« [...] certains fonctionnaires alsaciens occupant même de hautes fonctions, non seulement continueraient dans leur rapport avec le public d'utiliser le dialecte [sic], mais encore répondraient en dialecte à des questions posées en français. » Il en appelle aux directeurs des différentes administrations pour qu'ils s'attachent

3. Rapport (1945) de Zéphyrin Hay, directeur régional des PTT, dans : *L'Hôtel des Postes de Strasbourg* par FRANZ (Harry), Strasbourg, Société d'Histoire de La Poste et de France Télécom en Alsace, 1999.

à « surveiller et à combattre cet état de chose, la langue officielle étant le français ».

Le directeur des PTT transmet la note aux receveurs qui « sont priés de tenir le plus grand compte des instructions données ».

*Il faut pouvoir répondre en alsacien
lorsque l'usager ne connaît pas le français*

Mais il faut se rendre à l'évidence, tout le monde ne comprend pas le français. Un an et demi après ses premières directives, le directeur est contraint de les nuancer :

« [...] pour éviter des incidents avec les usagers alsaciens âgés⁴ et qui, de ce fait, n'ont pu apprendre la langue française à l'école, les agents connaissant le dialecte ne devront pas insister pour que les intéressés utilisent la langue française. Éventuellement si l'agent affecté au guichet ne connaît pas le dialecte et ne peut, de ce fait, comprendre la demande formulée, il devra faire appel au concours d'un de ses collègues alsaciens. »

Certains fonctionnaires appliquent avec zèle la consigne de « n'employer que la langue française ». En mai 1947, un receveur d'une ville du nord de l'Alsace envoie à tous les abonnés du téléphone la note suivante : « En raison de la nomination d'une jeune fille de l'« intérieur » au bureau de poste [...], je vous prierais de bien vouloir demander vos communications exclusivement en français. »

C'est sans compter avec Georges Kuntz, conseiller général. Ce dernier dénonce auprès du directeur départemental :

« ce procédé tout à fait inconvenant de la part du fonctionnaire ». Il poursuit : « en exigeant que les communications téléphoniques soient « exclusivement demandées en français », on interdit purement et simplement à un grand nombre de personnes l'usage du téléphone. Or vous conviendrez avec moi qu'il appartient à nos Administrations de se mettre à la portée de la population. » Faisant état du vœu ayant été adopté par le Conseil général « de voir le bilinguisme maintenu dans notre région aussi longtemps qu'il est nécessaire », il demande au directeur de « désavouer le procédé maladroit de [son] subordonné. »

Le 20 mai le directeur « invite instamment » le receveur « à organiser [son] service de manière qu'au moins une personne connaissant le dialecte soit présente pendant les heures d'ouverture [...] ». Le lendemain il écrit à l'élus pour lui exprimer ses regrets au sujet de cet incident, lui faisant toutefois remarquer que « les abonnés au téléphone auraient intérêt pour

4. Souligné dans le texte.

faciliter l'exécution du service à demander leurs communications en français ».

Un courrier de Henri Meck, député du Bas-Rhin⁵, suit celui du conseiller général quelques jours plus tard. Les termes des deux correspondances sont pratiquement identiques. Le député ajoute qu'il est « intolérable qu'un jeune agent croie pouvoir bafouer ainsi la volonté de la population et de ses élus [...] » et que « c'est là un abus de pouvoir caractérisé. »

Le directeur lui répond qu'il a d'ores et déjà « infligé une sanction disciplinaire au receveur en cause ».

Certains usagers francophones ne veulent pas s'entendre répondre en dialecte

Le 24 octobre 1947, le même Henri Meck transmet au directeur une tribune libre parue dans le journal *Honneur et Patrie*⁶, lui demandant de lui donner son « point de vue » à ce sujet, ajoutant qu'il se propose « de reparler de la question au Conseil général. »

Cette tribune reproduit elle-même une circulaire PTT faisant état de « réclamations formulées par des usagers » constatant que « des agents utilisent abusivement le dialecte alsacien [...] ». La circulaire rappelle – une fois encore – l'utilisation de la langue française « sauf les cas extrêmement rares où les usagers formulent leurs demandes en dialecte » et l'interdiction faite aux agents de « converser en dialecte ».

Le directeur répond à l'élu qu'il a été nécessaire de « rappeler aux agents les instructions », « en raison des réclamations formulées par des usagers originaires des départements de l'intérieur auxquels des réponses en dialecte avaient été faites ».

5. Henri Meck (1897-1966) est une personnalité politique alsacienne de premier plan. D'abord syndicaliste, il est élu député UPR (Union populaire républicaine) en 1928. Spécialiste de la législation sociale, il préside à deux reprises la commission du Travail de la Chambre des députés. Après 1945, il dirige le MRP (Mouvement républicain populaire) bas-rhinois et préside le Conseil général de 1960 à 1966. Entre 1948 et 1950 il fait adopter quatre lois maintenant la réglementation sociale particulière de l'Alsace. (D'après Christian BAECHLER, dans *Le Nouveau Dictionnaire de biographie alsacienne*, Strasbourg, Fédération des Sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace).

6. Autre titre : *La Voix chrétienne et sociale d'Alsace et de Lorraine*, Hebdomadaire de tendance MRP publié entre 1945 et 1970.

L'usager veut s'exprimer en alsacien, quand bien même il sait le français

Le 20 novembre le directeur écrit au préfet, lui rappelant les directives qu'il a données à ses services. Il constate aussi :

« Présentement des usagers qui parlent couramment la langue française, s'obstinent à présenter leurs demandes en dialecte et certains agents des guichets, d'origine alsacienne, se basant sur les instructions reçues antérieurement répondent en français, ce qui a pour résultat d'engager des polémiques regrettables. »

Il sollicite l'avis du préfet :

« Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître si dans les circonstances actuelles, il serait souhaitable que les agents en contact avec les usagers répondent automatiquement en dialecte lorsque les demandes sont formulées en dialecte. »

Le préfet répond en précisant :

« – si l'usager s'adresse à l'un de vos services en français, il n'est que normal qu'il lui soit répondu dans la même langue. – si à l'inverse, un particulier s'adresse en alsacien à l'un de vos agents, ce dernier lui répondra de la même manière. De cette façon, toutes causes de conflit doivent donc pouvoir être évitées. »

Officiellement, l'usage de l'alsacien n'est donc plus réservé aux cas où l'usager ne comprend pas le français, mais est admis de façon générale.

Comment vont faire les agents qui ne maîtrisent pas le dialecte ?

Le préfet du Bas-Rhin adresse une nouvelle lettre au directeur des PTT le 7 janvier 1949. Il constate « un progrès très net par rapport à l'avant-guerre pour l'emploi de la langue française » et en félicite l'ensemble des agents. Mais il lui rappelle « qu'il n'en est pas moins nécessaire que vos guichets soient tenus par des employés qui possèdent également le dialecte alsacien » et lui demande « instamment de prendre toutes dispositions utiles pour le placement d'agents bilingues à tous les postes ouverts au public ».

Le directeur répercute ces instructions la semaine suivante auprès des receveurs afin que « toutes les positions de guichets soient tenues par des agents bilingues ». Avant de conclure d'une solennelle mention « Très important », il invite les receveurs à signaler à la direction « les difficultés que pourrait soulever l'application de cette mesure. »

Cette précaution n'est pas inutile car – on l'imagine aisément – bien des difficultés vont surgir.

Les plus évidentes d'entre elles sont de deux ordres. D'une part un grand nombre d'agents ne connaît pas le dialecte, situation aggravée par le fait que de nombreuses mutations d'agents de l'« intérieur » sont rendues indispensables par déficit de fonctionnaires locaux. Ainsi, un concours pour le recrutement de 400 commis féminins avait été ouvert en 1945, spécialement « pour les besoins de la région de Strasbourg⁷ ». D'autre part les receveurs invoquent les inconvénients qui résulteraient d'une trop grande spécialisation des agents, aussi bien pour ces personnes elles-mêmes que pour l'exécution du service.

Pour répondre à ces objections, le directeur énonce quelques principes, dont l'entraide, la tenue du guichet des renseignements – lorsqu'il existe – par un agent bilingue, ou la permanence par le receveur ou une unité bilingue durant les heures d'ouverture.

Le directeur régional fait le point

Le 14 février 1949, le directeur régional, Zéphyrin Hay, « expose son avis » sur la question de « l'utilisation du dialecte alsacien aux guichets des bureaux » au secrétaire d'État aux PTT. Dans un document de trois pages, il note les « incontestables progrès » de la langue française depuis la Libération et indique qu'il « convient de poursuivre l'œuvre entreprise sans se laisser arrêter par de minimes incidents. » Cinq annexes sont jointes au courrier, rappelant les diverses instructions du préfet et des directeurs des PTT.

Rappels à l'ordre

Les textes sont une chose, la réalité quotidienne en est une autre. Les Alsaciens, même fonctionnaires, ont tendance – naturellement – à parler leur langue maternelle. Le directeur les rappelle à l'ordre.

Ainsi, le directeur du Bas-Rhin est amené, dans une note adressée au receveur d'un grand bureau, « à constater que malgré les instructions données à maintes reprises, les agents continuent à utiliser le dialecte dans leurs relations de service [...] ». Il juge qu'il est « inconcevable que des opératrices échangent encore entre elles des conversations en dialecte » et conclut « vous voudrez bien inviter la surveillance du service téléphonique à sanctionner, à l'avenir, par P.V. 685 toutes les irrégularités commises en cette matière ».

7. Arrêté du 18 septembre 1945, *Bulletin Officiel* n° 26 du 20 septembre 1945.

Le receveur obtempère et fait signer par l'ensemble du personnel une note dans laquelle la question du dialecte est confondue avec d'autres préoccupations : « les bavardages sont interdits, [...] l'emploi du français est de rigueur, [...] la politesse doit être pratiquée [...]. Le rendement de certaines unités laisse beaucoup à désirer. »

À la receveuse d'une petite commune, le directeur indique qu'il lui a été signalé que « des agents utilisaient le dialecte pour échanger des conversations de service. » Il exige en particulier « que les facteurs qui connaissent tous le français utilisent cette langue lorsqu'ils sont présents au bureau. »

Tous les services, tous les publics sont concernés

Le service des guichets n'est pas seul à être mis en cause. Durant l'année 1950, plusieurs autres services s'attirent également les reproches de la hiérarchie : celui du paiement des rentes, « les retraités ne peuvent obtenir satisfaction quand ils s'expriment en dialecte », celui du téléphone « un usager parlant le dialecte a eu des difficultés à obtenir une communication ».

Certains receveurs se conforment strictement aux injonctions : « J'ai l'honneur de vous donner l'assurance qu'il sera tenu compte des remarques faites et que les prescriptions rappelées seront strictement appliquées. » D'autres font part de leur étonnement : « nul fait analogue si anodin soit-il n'a pu se produire qui n'aurait été porté à ma connaissance. »

Le temps passe, mais des incidents subsistent, impliquant aussi bien de simples usagers que des notables. En août 1952, le pasteur Fricker, conseiller général, fait part de son indignation au directeur départemental :

« Une personne, mère de famille, avec deux enfants arrive à un guichet de la poste centrale, pose une question à une employée du guichet, celle-ci ne lui répond pas et la laisse devant le guichet. Elle parlait naturellement l'alsacien. [...] Il m'a été particulièrement pénible d'assister à cette scène où l'employée n'a été ni aimable, ni polie. »

Le directeur demande au receveur principal de « rappeler aux agents [...] les instructions concernant l'utilisation du dialecte ».

À la fin de l'été, c'est un notable, adjoint au maire de Strasbourg, qui se plaint de la non-utilisation du dialecte par un agent d'un autre bureau de la ville. Il rend l'incident public en le faisant publier dans le journal *Le Nouvel Alsacien*⁸. À nouveau, le directeur départemental se voit

8. Le journal *Le Nouvel Alsacien* succède en 1945 à l'*Elsässer*, créé en 1885. Il est, en 1949, le deuxième quotidien du Bas-Rhin par son tirage (45 000 exemplaires) et disparaîtra en 1986.

contraint de rappeler à l'ordre le receveur et de rendre compte au directeur régional.

De la carrière et des indemnités

Pour un agent, le fait de ne pas être dialectophone peut avoir des conséquences, sinon sur le déroulement de sa carrière, du moins sur ses affectations. Il en est ainsi pour deux jeunes femmes agents d'exploitation durant l'année 1953. Le directeur régional, s'adressant au directeur départemental, lui indique qu'« en raison des excellentes appréciations dont les intéressées ont fait l'objet rien ne s'oppose à leur titularisation. » Il ajoute cependant : « Vous notez que ces agents « n'étant pas bilingues, il n'a pas été possible de leur confier des intérim de 6^e cl. et RD ».

Bien plus tard, en 1964, un maire, pour obtenir le comblement d'un emploi de receveur-distributeur sera d'accord pour écrire à la direction qu'il « n'exige pas la connaissance du dialecte ou de l'allemand ».

Le directeur départemental reçoit en 1954 une lettre anonyme. Son auteur, au fait du versement de l'indemnité dite de difficultés administratives – mais se trompant et sur sa nature et sur les bénéficiaires –, se plaint :

« Je me suis adressé à l'employée en alsacien ; elle m'a répondu qu'elle ne comprend pas. Étonné, je lui ai dit que d'après ce que je savais, elle est payée pour savoir les deux langues en usage dans ce petit pays [...]. Je lui ai seulement dit qu'elle pourrait s'intéresser à notre langue si elle accepte le payement en plus pour cela que nos employés alsaciens ne reçoivent pas [...] ». Il poursuit : « Pour éviter que cette lettre reste inaperçu, je vais envoyer une copie à notre Député Pflimlin [...]. Mais une simple lettre pourrait s'égarer à tout lieu. Je vais donc envoyer une deuxième copie au « *Nouvel Alsacien* » qui a la réputation de s'occuper de telles questions⁹. »

Recrutement déficitaire, mutations et accueil

Contrairement à ce que croit savoir ce correspondant anonyme, qui affirme « mais les candidates alsaciennes ne manquent point, d'après ce que je sais ! », il se pose un réel problème de recrutement régional.

Le directeur régional s'attarde longuement sur la question dans une note du 11 janvier 1955 : « Le recrutement étant encore déficitaire dans la région, un certain nombre d'emplois vacants doivent être comblés par des postulants et postulantes originaires d'autres départements. » Conscient que, parfois, « il arrive qu'ils [ces agents] soient surpris par le dialecte local

9. La transcription respecte intégralement le texte original.

et que de bonne foi et sans malice ils se laissent aller à des jugements préconçus sur notre région », il propose aux receveurs et chefs de centre, destinataires de la note, un discours d'accueil des agents qui traite bien entendu de la question linguistique :

« Et cependant quelque chose a pu vous surprendre. On pratique dans cette région un dialecte qui peut résonner d'une manière inhabituelle à vos oreilles et ceci pourrait vous conduire à porter un jugement préconçu sur notre région. Je veux seulement vous mettre en garde contre les appréciations toutes faites et sans valeur réelle. »

Il conclut, après un bref historique de la province et l'affirmation que « l'Alsace (ou la Lorraine) est profondément française de cœur et de sentiments. » par une note paternaliste : « J'essayerai de suppléer à l'absence de vos parents. »

Scharrachbergheim, Niederschaeffolsheim, Gundershoffen ou Bosselshausen, veuillez épeler SVP!

1958, quatorze ans ont passé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le dialecte alsacien non seulement subsiste, mais progresse¹⁰. L'orthographe des noms des localités demeure inchangée. Elle n'est pas – il faut bien le reconnaître – des plus simples et peut donner lieu à quelques difficultés, même parfois pour les natifs de la région.

Le député Meck informe le directeur d'un nouvel incident qui se serait produit à l'Inter cette fois-ci :

« Un correspondant m'écrit que vous auriez placé au service de l'« Inter » un personnel qui n'a pas la moindre notion du Bas-Rhin, ni du bilinguisme. Il faut épeler tous les noms des communes et ceci sans rencontrer la moindre bonne volonté de la part du personnel de vouloir comprendre. Je ne sais si cette information est exacte. Dans tous les cas, il faudrait employer aux PTT en Alsace, des personnes connaissant la géographie locale, ou qui tout au

10. Entre 1946 et 1962, le nombre d'Alsaciens parlant le dialecte passe de 962 684 à 1 082 560 personnes, soit une augmentation de plus de 12 %. Cependant, vu la progression générale de la population, la proportion des dialectophones diminue, passant de 91 à 85,8 %. Gérard SCHUFFENECKER : « L'Alsacien et son dialecte », série de 9 articles parus dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, du 18 au 27 avril 1968.

En 1962, les statistiques par tranches d'âge révèlent plusieurs points importants : les enfants jusqu'à 4 ans ne sont que 42 % à « connaître » le français (ils ne sont pas scolarisés, leur langue maternelle est l'alsacien) ; entre 5 et 9 ans, ils vont à l'école et le pourcentage passe à 80 % ; entre 10 et 49 ans la quasi totalité des Alsaciens (entre 94 et 99 %) connaissent le français. Ils ne sont plus que 60 % entre 50 et 74 ans, et 35 % des plus de 75 ans, ceux qui ont fait tout leur apprentissage avant 1918. (Source INSEE, dans DREYFUS (François-Georges) : *op. cit.*).

moins, ont la volonté très ferme d'apprendre par cœur¹¹, l'orthographe de nos communes. »

Un autre député, Charles Arbogast, intervient en octobre : « Nous nous voyons dans l'obligation de vous signaler une fois de plus que le personnel de la Centrale Téléphonique Inter ne possède aucune notion des localités. Pour vous donner un cas, nous avons demandé Hegeney (canton de Woerth), on nous a donné Hohengoeft. » À nouveau il préconise un recrutement local.

Objet : Bilinguisme dans l'Administration des PTT

Le 5 août 1958, répondant à une lettre du secrétaire général de la préfecture (le préfet est en congé), le directeur départemental analyse en détail le recrutement, « largement déficitaire dans les départements du Rhin et de la Moselle comme d'ailleurs dans d'autres régions, plus spécialement les régions industrielles du Nord et de l'Est. »

Il constate une « participation aux concours de plus en plus faible » dans le Bas-Rhin et illustre cette tendance par le tableau suivant, « des participations et des succès aux emplois de début » :

Candidats masculins			Candidats féminins		
Concours	Nombre de candidatures	Nombre de reçus	Concours	Nombre de candidatures	Nombre de reçus
1955			1955		
14.04.55	51	18	11.03.55	96	9
06.10.55	33	8			
1956			1956		
18.05.56	57	23	11.03.56	71	21
13.09.56	23	13	18.11.56	43	12
1957			1957		
14.02.57	39	143	02.06.57	34	13
12.09.57	16		17.11.57	31	12
1958			1958		
06.02.58	33	10	01.06.58	29	?
12.09.58	28	?			

Il exprime également son inquiétude quant à l'avenir :

« Pour l'instant, l'Administration peut encore assurer la présence d'agents bilingues. Il n'en sera sans doute plus de même dans un avenir plus ou moins

11. Le signataire a biffé « par cœur ».

proche si des mesures exceptionnelles ne sont pas prises et au cas où l'on voudrait absolument maintenir officiellement le bilinguisme. »

Le 18 mai 1961, le directeur du Bas-Rhin dresse à nouveau un bilan approfondi de la situation relative au bilinguisme aux PTT du Bas-Rhin. Son étude contient des statistiques très détaillées, par catégories de personnel, par catégories d'établissements, par zones géographiques.

Par catégories de personnel, il constate les taux suivants d'agents bilingues. L'on ne sait pas très bien comment il établit ses pourcentages, mais ils semblent établir que « le recrutement local » est majoritaire, ou que le personnel fait un effort remarquable pour s'approprier la langue de l'usager.

Receveurs de 2 ^e classe et au-dessus	58 %
Receveurs de 3 ^e classe	26 %
Receveurs de 4 ^e et 5 ^e classes	82 %
Receveurs-distributeurs	89 %
Gérants d'agence (type Alsace-Lorraine)	100 %
Service général (Poste)	84 %
Service général (Télécoms)	62 %
Distribution	97 %

Concernant le service du téléphone, il relève qu'à Strasbourg 50 % des opératrices sont bilingues, alors qu'elles sont 69 % dans le reste du département.

Pour la première fois, il cherche à mettre ce taux d'agents bilingues (environ 83 % tous services confondus) en perspective avec des éléments chiffrés puisés hors des PTT et note la proportion des journaux bilingues diffusés dans le Bas-Rhin qui est de 70 %.

Le dossier d'archives que nous avons pu examiner se clôt sur ce dernier rapport. Il serait sûrement possible de trouver trace, même à l'heure actuelle, quoique très marginalement, d'incidents d'ordre linguistique opposant des clients à La Poste ou à France Télécom. Durant l'été 2002, un forum sur Internet fait état, par exemple, du texte suivant : « Certes les plaques de rues bilingues existent, mais le courrier adressé avec le nom des rues en alsacien n'arrive presque jamais. »

Conclusion

Mais cette étude n'a eu d'autre ambition que de faire connaître des exemples de difficultés que les agents des PTT, leurs dirigeants, mais aussi les usagers dans leurs rapports avec cette administration, ont pu rencontrer entre 1945 et 1960, du fait de la situation linguistique particulière de l'Alsace. Nous y avons mentionné ceux qui savent l'alsacien, ceux qui ne le savent pas, ceux qui veulent l'utiliser, ceux qui ne veulent pas en entendre parler.

Si ces quelques embarras de la vie quotidienne ne doivent pas être surévalués, ils représentent toutefois des indices des séquelles que des générations d'Alsaciens avaient gardées des ruptures, drames, violences et injustices passés. Mais ceci est un autre sujet.

L'on pourrait également s'interroger sur ce que signifie réellement « parler alsacien ». Bernard Schwengler¹² constate que deux points de vue s'opposent : le linguistique et l'identitaire. Le premier permet de distinguer quatre familles de dialectes en Alsace-Moselle (deux franciques et deux alémaniques) et d'indiquer que l'expression « parler alsacien signifie parler allemand sous la forme régionale en vigueur en Alsace ». Le point de vue identitaire, quant à lui, fait ressentir « ce qu'on appelle l'alsacien comme la langue des Alsaciens alors que l'allemand standard est ressenti comme la langue des Allemands. »

Par ailleurs, le terme « bilinguisme » n'est peut-être pas le mieux adapté à la situation. Andrée Tabouret-Keller, chercheur au CNRS, y voit plutôt une « diglossie », « situation dans laquelle [...] chacune des langues en présence est employée dans des contextes et situations spécifiques¹³ ». Ainsi, « le français est la langue de l'école, l'alsacien celle des relations familiales, ou encore le français est la langue de l'enseignement supérieur, le dialecte est celle des emplettes au marché. »

Enfin, la situation de l'Alsace n'est pas unique en France. Andrée Tabouret-Keller écrit en 1968¹⁴ :

« plusieurs langues régionales telles que le basque, le catalan, le corse et le breton, disputent le terrain à la langue nationale dans l'usage quotidien. Contrairement à une idée très répandue, le bilinguisme apparaît comme la règle et l'unilinguisme comme l'exception. »

Il est donc probable qu'ailleurs en France, des collègues des PTT de cette époque aient pu être confrontés à des difficultés de cet ordre.

12. *L'alsacien et l'allemand, complémentarité ou opposition*, sur www.enfantsbilingues.com.

13. TABOURET-KELLER (Andrée), dans *Encyclopédie de l'Alsace*, Strasbourg, Publitotal, 1982.

14. Citée par Gérard SCHUFFENECKER, *op. cit.*

Sources

À l'exception de ceux dont les références figurent en notes, tous les documents cités dans ce texte font partie d'un dossier « Bilinguisme » conservé au Centre de documentation de la Société d'Histoire de La Poste et de France Télécom en Alsace, à Strasbourg. Il conserve la correspondance des directeurs et les circulaires adressées en direction du personnel que la Société a pu collecter.

Résumé

La langue des services publics entre 1945 et 1960 *Recherches sur les PTT du Bas-Rhin*

En 1945, la langue française est rétablie, mais de nombreux Alsaciens continuent à parler l'alsacien dans leur vie quotidienne. A la poste ou au téléphone, de nombreuses difficultés d'organisation apparaissent, des incidents se produisent. Ils révèlent l'embarras de l'Administration qui cherche d'une part à faire respecter l'emploi de la langue officielle et d'autre part à ménager les usagers qui, fréquemment, ne la comprennent pas ou imparfaitement.

Zusammenfassung

Die Sprache in den öffentlichen Unternehmen von 1945 bis 1960 *Analysen der Ämter der Post und der Telephongesellschaft* *des Départements Bas-Rhin*

1945 ist Französisch wieder die offizielle Landessprache, aber viele Elsässer sprechen im Alltag weiterhin elsässisch. Der Post und der Telephongesellschaft macht ihre Organisation zahlreiche Probleme, es geschehen Zwischenfälle. Sie machen offenbar, die Verwaltung sitzt in der Klemme. Einerseits versucht sie, dem Gebrauch der offiziellen Sprache Achtung zu verschaffen, andererseits will sie den Kunden, die diese Sprache nicht oder nur mangelhaft verstehen, entgegenkommen.

Summary

The language question in public administrations between *1945 and 1960* *The example of the postal services in the Bas-Rhin*

In 1945 French was restored as the official language, but many local people went on talking Alsatian in daily life activities. The postal and telephone services found it often difficult to get organized properly, and the numerous incidents that occurred showed how embarrassed the people in charge would feel: on the one hand, they really wanted the official language to be used, on the other hand they were willing to show consideration for people hardly or not at all familiar with the language.